

COMMISSION ESPACES PROTEGES

DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE

SEANCE DU 20 septembre 2017

AVIS POUR VOTE SUR L'EXTENSION DE L'AIRE D'ADHESION DU PARC NATIONAL DU MERCANTOUR A LA DEMANDE DE LA COMMUNE DE BARCELONNETTE (ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE)

Le Conseil national de la protection de la nature, délibérant valablement,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 134-2, L. 331-3-1, R. 134-20 et suivants et R. 331-15,

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles R. 133-4 à R. 133-14,

Vu la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2,

Vu le décret n° 2009-486 du 29 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national du Mercantour aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006,

Vu la charte du parc national de Mercantour approuvée par le décret n° 2012-1541 du 28 décembre 2012,

Vu le règlement intérieur adopté par délibération du 19 avril 2017,

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Barcelonnette du 14 novembre 2013,

Vu la résolution n° 23-2013 du 29 novembre 2013 du conseil d'administration du parc national du Mercantour,

Vu le courrier de la ministre en charge de la protection de la nature en date du 14 septembre 2015,

Vu la décision de l'autorité environnementale en date du 24 août 2016,

Vu l'arrêté inter-préfectoral en date du 8 février 2017 lançant l'enquête publique dans les départements des Alpes-Maritimes et des Alpes-de-Haute-Provence,

Vu la décision du commissaire enquêteur donnant un avis favorable au projet en date du 6 mai 2017,

Considérant l'avis du Comité interministériel des parcs nationaux en date du 30 juin 2017,

Après en avoir délibéré,

donne **un avis favorable**
à l'unanimité des membres de la commission
à ce projet **d'extension de l'aire d'adhésion du Parc national du Mercantour** à la
demande de la commune de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence)

et **recommande** que l'État garantisse aux établissements publics des parcs nationaux des
moyens financiers suffisants leur permettant d'accompagner leurs actions, et notamment
celui du Mercantour dans l'aire d'adhésion ainsi élargie.

Fait à Paris le 20 septembre 2017

Le Président



Roger ESTEVE